

Transport du grain de l'Ouest—Loi

part plus importante des frais de transport des céréales. Même s'il ne semble pas en désaccord avec le principe, il ne paraît pas vouloir accepter l'aspect pratique. Selon lui, ce n'est pas le bon moment. Pourrait-il me dire s'il y a eu, au cours des dix dernières années par exemple depuis que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau est substantiellement inférieur au coût réel du transport, s'il y a eu un moment où nous aurions pu faire ce changement? Peut-il prévoir, à l'avenir, un moment favorable pour l'effectuer?

M. Gustafson: Monsieur le Président, c'est bien entendu une question hautement hypothétique, mais il faut prendre en considération l'aptitude à payer. J'ai dit que l'agriculteur n'était pas, actuellement, en mesure de payer.

Pour répondre à la question, laissez-moi comparer avec la ville de Crosby, dans le Dakota du Nord, où il en coûte \$1.51, en devises canadiennes, pour expédier un boisseau de blé. Le ministre lui-même a dit que le tarif représenterait 70 à 80 p. 100 du coût réel du transport des céréales dans les années 1990. Étant donné qu'il est difficile d'établir le coût, en raison des méthodes comptables, comme le disait le député de Moose Jaw, prenons simplement les chiffres que nous avons pour les États-Unis où il en coûte \$1.51 le boisseau pour expédier du blé de Crosby à Seattle, et on peut voir que l'agriculteur devrait payer environ \$1.11 le boisseau de plus que ce qu'il paie maintenant. Je puis dire au ministre que des frais de cette ampleur accablent tous les agriculteurs de l'Ouest à la faille.

D'accord, on pourrait songer à une augmentation de frais s'il y avait possibilité de payer. Mais cette possibilité n'existe pas.

M. McKenzie: Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député. Elle n'a rien d'hypothétique, parce que dans la question du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau il ne faut pas perdre la réalité de vue. Le député a parlé de la lourde charge fiscale imposée aux agriculteurs par le gouvernement libéral. Il a donné certains chiffres pour illustrer la chose. Pourrait-il nous dire combien là-dessus va aux impôts fédéraux? Je sais que le gouvernement conservateur de la Saskatchewan a abaissé les impôts, pour aider l'agriculture et l'économie provinciale. Cela a été d'un grand secours.

Ce qui semble écraser les agriculteurs et les économies de l'Ouest, ce sont les lourdes taxes énergétiques libérales découlant de ce désastreux Programme énergétique national, qui a fait perdre quelque 60,000 emplois industriels en Ontario et au Québec, et qui a chassé à l'étranger des appareils de forage en même temps que des millions de dollars.

Le député croit-il que les agriculteurs gagneraient à ce que le gouvernement libéral adopte certaines des mesures qu'a prises le gouvernement de la Saskatchewan?

M. Gustafson: Juste pour tirer les choses au clair, je dois dire qu'il n'y a pas en Saskatchewan de taxe de vente provinciale sur le carburant agricole. Il y a toutefois une taxe fédérale de 66c. le gallon dont la suppression profiterait certes aux agriculteurs. C'était là le point que je voulais faire valoir.

Beaucoup des interventions gouvernementales ont été nuisibles dans le passé. Prenez la conversion au système métrique, par exemple. En quoi peut-on dire qu'elle est nuisible? L'agriculteur n'arrive plus à lire clairement la façon de procéder pour le mélange des produits chimiques. Il y a la taxe sur l'essence prévue dans le Programme énergétique national.

Nous encaissons maintenant un autre coup, à savoir le projet de loi C-155.

M. Baker (Nepean-Carleton): Monsieur le Président, j'ai une question à poser à mon collègue. On a eu tendance dans certains coins du pays à croire que ce projet de loi n'intéressait probablement que l'ouest du Canada. Je ne représente pas comme le député une circonscription de l'Ouest. Le député pourrait-il nous renseigner, moi et les députés qui viennent d'autres régions du pays, sur l'effet que la chose pourrait avoir au-delà de ce qui est censé être l'ouest du Canada et la région qui est censée être touchée? Ce projet de loi aura-t-il quelque incidence sur le pays en général et, si tel est le cas, de quelle façon?

M. Gustafson: Monsieur le Président, à mon avis, il n'y a pas de projet de loi adopté à la Chambre qui pourrait avoir un effet aussi considérable dans tout le Canada que celui-là. Songez aux répercussions que l'agriculture a dans tout le Canada. Si l'industrie cesse d'être productive au point de ne pouvoir acheter les produits indispensables dans les exploitations agricoles, notamment le caoutchouc et l'acier qui requiert le matériel agricole, et toutes les autres choses qui servent à la ferme, cela aurait une répercussion sur les usines de l'Ontario et sur tous les contribuables canadiens.

J'examinais ce point récemment. Il suffit de songer à un pays qui est tenu en haute estime. Quand on s'arrête à penser à la collectivité agricole dans ce pays et les politiques qui ont formé et consolidé cette collectivité, on se rend compte que ce pays est puissant.

Jadis en Amérique du Nord, aux États-Unis comme au Canada, une proportion de 97 p. 100 de la population était engagée dans l'agriculture. A l'heure actuelle, 4,5 p. 100 de la population produit suffisamment de denrées en Amérique du Nord pour nourrir l'Amérique et une grande partie du monde. J'ajoute que c'est tout à l'honneur de l'Amérique du Nord et du Canada.

• (1540)

M. McKenzie: Monsieur le Président, j'ai une dernière question pour le député d'Assiniboia (M. Gustafson). Il nous a expliqué les graves problèmes qui se posent pour les agriculteurs de l'ouest du Canada et nous savons que le Programme énergétique national a été pour eux un fardeau de plus à supporter. Le député a fait allusion aussi au programme de conversion au système métrique. Les agriculteurs de l'Ouest seraient-ils soulagés si ce programme était annulé?

M. Gustafson: Le Canada tout entier serait soulagé, monsieur le Président. Premièrement, cela ferait probablement économiser beaucoup d'argent au Canada, et, deuxièmement, nous avons des agriculteurs qui ne savent plus où donner de la tête quand ils se voient pris pour mesurer leur matériel d'épannage au printemps. Le député de Moose Jaw en a parlé avec éloquence hier soir et il a prouvé que c'est très important. D'ailleurs, ce n'est pas le seul domaine où la conversion au système métrique a eu des effets dévastateurs. Je suis certain que les agriculteurs seraient ravis si le gouvernement renversait la vapeur.

[Français]

Le président suppléant (M. Blaker): Avant de donner la parole à l'honorable député de Verchères (M. Loiselle) afin qu'il participe au débat...